

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Mairie d'Aurillac
- **Prénom**
Aurillac
- **Adresse**
14 rue de la Coste BP 509 15005 Aurillac Cedex
- **Raison sociale**
mairie, conseils de quartier, centres sociaux, comités de jumelage d'Aurillac et Arpajon-sur-Cère

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Quel visage pour l'Europe ?
- **Description de l'activité**
La consultation citoyenne a eu lieu en deux temps :
(i) un mois avant le débat citoyen, le 17 septembre, un questionnaire à destination des Aurillacois a été diffusé en ligne, à la mairie, dans les centres sociaux et les conseils de quartier de la ville, ainsi que dans le magazine mensuel de la municipalité « Aurillac Infos ». Il a permis aux participants (67 au 17 octobre) de s'exprimer, autour de 5 à 14 questions, sur leurs attentes concrètes vis-à-vis de l'Europe ;
(ii) le 17 octobre à 18h, au centre des congrès des Carmes, près de 60 personnes se sont réunies pour « parler d'Europe » autour de plusieurs intervenants (cf. infra).
- **Date et heure**
Le 18 octobre de 18h à 20h
- **Lieu**
Centre des congrès des Carmes, 1 bis place des Carmes, 15000 Aurillac

- **Nombre de participants**

60

- **Catégories de publics présents**

Adultes, majoritairement d'un âge mûr malgré un peu moins de 10 jeunes, tandis qu'un petit tiers des participants était proche des réseaux « publics » (mairie, préfecture, associations)

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**

Catherine Guy-Quint, députée européenne de 1999 à 2009, Eric Egli, président du Mouvement Européen Auvergne, Pierre Mathonier, Maire d'Aurillac, et Isabelle Sima, Préfet du Cantal

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**

Divers thèmes relatifs au présent et à l'avenir de l'UE à travers les deux consultations (questionnaires et débat du 17 octobre).

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

I- Problèmes soulevés évoqués lors de la consultation par questionnaire (67 répondants)

1. Thèmes généraux :

1.1. Constat global d'un éloignement de l'UE

=> Manque de proximité des institutions et des dirigeants

=> Manque d'implication des citoyens dans les décisions prises

=> Manque d'efficacité et d'identification à l'espace européen : souhait de diminuer le nombre d'Etats-membres, de retrouver des projets fédérateurs (cf. Airbus, Ariane) ainsi qu'une culture et une identité communes

1.2. Souhait de continuer à faire progresser le projet européen

=> Le plus grand risque pour l'avenir de l'UE : la sortie d'autres pays de l'Union (pour 56% des répondants) et l'extrémisme politique (pour 40% des répondants)

=> Souhait d'une harmonisation plus poussée (72% des répondants) en ciblant des projets porteurs :

- harmonisation fiscale, économique et sociale « vers le haut »,

- action déterminée en matière de développement durable (ENR, agriculture bio) ;

- protection des citoyens (sécurité, terrorisme, protection des consommateurs).

1.3. Volonté d'une Europe qui fonctionne en répondant avant tout à une triple attente

=> Une Europe présente au quotidien : en particulier sur les sujets liés à l'emploi,

l'égalité, la défense de la ruralité, l'accès aux soins

=> Une Europe efficace sur les grands enjeux d'actualité : politique environnementale ambitieuse, politique migratoire efficace, lutte contre le terrorisme et la radicalisation

=> Une Europe forte face aux grandes puissances du XXI^e siècle (Chine et USA en particulier)

2. Détail des contributions : attentes, actions, préconisations

2.1. Les attentes : quel futur idéal pour l'Union ?

=> Une politique migratoire commune et ferme avec un renforcement des frontières de l'UE et la lutte contre l'immigration illégale : 60 % des répondants

=> Une politique environnementale et agricole ambitieuse dans l'UE (interdiction des pesticides, aides pour l'agriculture bio, développement des ENR) et hors de l'UE (défense d'un modèle environnemental face aux autres puissances, vigilance dans la signature d'accords de libre-échange) : plus de 2/3 des répondants

=> Une harmonisation vers le haut en matière fiscale, sociale (égalité salariale, prestations sociales minimales, retraites garanties), sanitaire (niveau minimum de soins) et juridique (droit intelligible et accessible) : près de 3/4 des répondants

=> Un véritable gouvernement pour l'Europe avec une forte implication des Européens dans les choix proposés : 50 % des répondants

2.2. Les actions : quelles sont les actions à mener en priorité ?

=> En matière d'immigration, une meilleure collaboration entre pays, un renforcement des contrôles aux frontières de l'UE, une lutte ferme contre l'immigration clandestine : 2/3 des répondants (quelques témoignages indiquent de traiter les difficultés à la source : lutte contre le changement climatique, gestion des flux, etc.)

=> En matière environnementale, établir des normes plus strictes, mieux protéger les ressources naturelles et la biodiversité, investir massivement dans les ENR et réduire la consommation d'énergie : 85 % des répondants

=> En matière d'éducation, viser un enseignement plus pratique et professionnel, développer l'enseignement des langues étrangères et favoriser la culture et le sport : 40 % des répondants

=> En matière de sécurité, mieux coopérer entre pays (partage de données, du renseignement), lutter fermement contre le terrorisme et la radicalisation et lutter contre la cybercriminalité : 95 % des répondants

=> En matière sanitaire, viser en priorité l'accès aux soins pour tous, particulièrement dans les zones rurales : 80 % des répondants

=> En matière technologique, mettre en place des mesures pour protéger l'emploi, le travail et la santé devant les mutations à venir : 75 % des répondants

=> En matière économique et sociale, réduire les inégalités en garantissant un emploi de qualité pour tous, un salaire minimal décent dans tous les pays (enjeu de dignité et de concurrence loyale), une réelle action pour l'égalité femmes/hommes, des normes minimales en matière de droit du travail (ex : un code du travail européen) et des prestations sociales minimales : entre 50 % et 80 % des répondants selon les thèmes

=> En matière de sécurité économique, les trois priorités consistent à lutter contre la corruption, stimuler la croissance et harmoniser les droits sociaux : 85 % des répondants

=> En matière agricole, un accent fort à mettre sur le bio, les circuits courts et les signes de qualité : quasi-unanimité des répondants

2.3. Les préconisations : quelques recommandations d'ordre général

=> Agir vite et bien : une Europe efficace, des interlocuteurs clairs, des projets concrets

=> Retrouver la fierté et le sentiment d'être Européen (valeurs, citoyenneté, symboles)

=> Prendre en considération les intérêts de tous : les citoyens dans la décision, les plus fragiles dans les politiques menées, les territoires ruraux

=> Affirmer l'Europe sur la scène internationale

II- Thèmes et enjeux évoqués lors du moment d'échange le 17 octobre (60 participants)

1. Le travail d'un député européen dans un système institutionnel complexe

Riche témoignage de Catherine Guy-Quint qui, à travers son expérience, a mis en avant plusieurs faits saillants :

- la nécessité d'avoir un rapport de citoyen éclairé à l'Europe : prendre l'habitude de consulter les sites d'informations généraux et spécialisés (ex : Toute l'Europe, Euractiv) pour se saisir des enjeux européens et être mieux à même d'en débattre ; jouer sur l'éducation et le rapport de proximité avec les élus pour connaître l'Europe ;
- le travail d'un député européen : un investissement à plein temps qui ne peut se cumuler avec tout autre mandat ; une culture du compromis dans la décision qui nécessite un dialogue permanent ; le rôle de la maîtrise de la langue et de l'ouverture culturelle pour faire progresser des dossiers ; l'importance d'un volontarisme et d'une vision pour porter des sujets (ex : directive Bolkestein, Erasmus +)
- le mécanisme décisionnel des institutions de l'UE : rappel des responsabilités du triangle institutionnel ; accent mis sur le rôle du Parlement qui ne peut pleinement l'exercer qu'en présence d'élus investis et volontaires ; difficulté à lire les clivages européens d'après le spectre politique national (évolution des alliances selon les dossiers).

Ces différents points ont fait l'objet de quelques échanges avec le public, surtout dans une perspective de pédagogie et de compréhension. Un dialogue s'est ainsi engagé avec un participant jeune qui, tout en notant sa complexité, a eu besoin d'éclaircissements sur les différentes procédures de décision à l'échelle européenne (unanimité ou majorité qualifiée, codécision ou non, etc.).

2. Les perspectives pour donner un avenir à l'Union européenne

Témoignage complémentaire d'Eric Egli, président du Mouvement Européen Auvergne, qui a insisté sur trois enjeux pour l'avenir de l'Union :

- dessiner un projet porteur pour tous : s'il est important de faire référence à la paix et la prospérité que l'Europe a permis de garantir, cela ne suffit plus pour fédérer autour d'un projet commun, surtout parmi les jeunes générations :
- parler (positivement) de l'Europe : notamment au sein de la classe politique, qui a eu trop souvent tendance à se défausser sur Bruxelles au lieu d'assumer le projet européen, mais également lors de toute initiative qui a bénéficié d'un concours quelconque de l'Europe (mieux afficher lorsqu'un projet local a été financièrement soutenu par les fonds européens, insister sur le rôle de l'Europe dans le financement de nombreuses politiques : agriculture, thématique sociale, etc.) ;
- donner les moyens à l'Europe d'être à la hauteur de ses ambitions : par exemple, le

budget de l'Union n'est équivalent qu'à 1 % du PIB des Etats-membres.

Ces différents points ont fait l'objet de réactions du public qui ont donné lieu à des échanges avec les intervenants :

- en premier lieu, sur le besoin de dessiner un projet porteur : deux jeunes se sont longuement exprimés en soulignant l'importance, pour l'Union, de se saisir des problèmes économiques et sociaux que vivent les jeunes Européens aujourd'hui, l'évocation de la paix et des étapes de la construction européenne ne suffisant plus à emporter l'adhésion pour une génération qui n'a pas vécu ces événements ;
- en second lieu, sur la manière de « parler » de l'Europe : un participant a souligné le besoin d'affirmer les symboles européens (hymne, drapeau, citoyenneté, jours fériés) de manière claire et plus ambitieuse afin de créer un véritable « espace commun » et « vivre-ensemble » rapprochant les peuples.

D'autres interventions ont enfin porté sur les sujets suivants :

- en matière de populisme : si les participants ont reconnu craindre l'extension de l'extrémisme politique sur le continent, l'un d'entre eux a néanmoins appelé à respecter la souveraineté des peuples lorsque des décisions (cf. quotas pour l'accueil des réfugiés) qui leur semblent outrepasser une volonté nationale, insistant sur le risque de favoriser la montée en puissance de dirigeants comme Orban ou Salvini ;
- en matière d'immigration : à l'issue de la réaffirmation par l'une des intervenantes des valeurs et du devoir de l'Europe en la matière, un participant a toutefois mis en garde contre toute naïveté en la matière, face au manque de volonté de continuer à accueillir et aux risques potentiels que présenterait une immigration poussée. Un dialogue intéressant s'en est ensuivi.

- **Pistes de proposition formulées**

La plupart des propositions sont issues des questionnaires.

=> Immigration : renforcer les frontières communes de l'Union (corps de garde-corps, véritables contrôles) tout en assumant une politique migratoire ambitieuse mais maîtrisée (accueil des réfugiés selon les volontés de chaque pays et accueil des migrants selon les talents)

=> Environnement : établir des normes plus strictes, mieux protéger les ressources naturelles et la biodiversité, investir massivement dans les ENR et réduire la consommation d'énergie

=> Agriculture : accent fort à mettre sur le bio, les circuits courts et les signes de qualité

=> Education : viser un enseignement plus pratique et professionnel, développer l'enseignement des langues étrangères et favoriser la culture et le sport

=> Sécurité : mieux coopérer entre pays (partage de données, du renseignement), lutter fermement contre le terrorisme et la radicalisation et lutter contre la cybercriminalité

=> Santé : viser en priorité l'accès aux soins pour tous, particulièrement dans les zones rurales

=> Questions économiques et sociales : réduire les inégalités en garantissant un emploi de qualité pour tous, un salaire minimal décent dans tous les pays (enjeu de dignité et de concurrence loyale), une réelle action pour l'égalité femmes/hommes, des normes minimales en matière de droit du travail (ex : un code du travail européen) et

des prestations sociales minimales

=> Sécurité économique : trois grandes priorités : (i) lutter contre la corruption, (ii) stimuler la croissance et (iii) harmoniser les droits sociaux

=> Nouvelles technologies : mettre en place des mesures pour protéger l'emploi, le travail et la santé devant les mutations à venir

=> Industrie : réindustrialiser l'Europe pour créer de l'emploi, une valeur ajoutée et des projets fédérateurs (cf. Ariane ou Airbus) : le numérique et l'environnement sont des secteurs à privilégier

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

La consultation effectuée via questionnaires (en ligne et en version papier), riche et complète, a globalement témoigné d'une réelle volonté de continuer à progresser sur le projet européen. De nombreuses pistes et axes de réflexion sont évoqués mais dépendent de deux principaux enjeux à surmonter : le besoin d'implication des citoyens dans la décision et la nécessité d'une Europe efficace et présente sur les enjeux du quotidien. Satisfaisante, cette consultation doit cependant être remise dans son contexte, compte tenu d'une participation loin d'être représentative (67 répondants sur un mois) et d'un exercice qui pourrait avoir tendance à sur-représenter les « pro-Européens ».

La consultation du 17 octobre, autour d'intervenants dynamiques qui ont su autant captiver que faire œuvre de pédagogie, s'est avérée plutôt positive en termes de participation (près de 60 participants) pour une ville de la taille d'Aurillac, d'autant plus que l'initiative était portée par deux structures institutionnelles (mairie avec l'appui de la préfecture) pour lesquelles les foules ne se mobilisent traditionnellement pas en nombre. Cette relative bonne participation ne doit toutefois pas masquer la composition plutôt âgée d'un auditoire éduqué et conscient des enjeux européens, ce qui a donné lieu à des débats assez concis car consensuels : à cet égard, la consultation s'est plus caractérisée comme un temps d'écoute d'intervenants à l'expérience passionnante qu'à de véritables oppositions de visions et principes sur l'avenir de l'Europe.